



Fédération étudiante universitaire du Québec
15, rue Marie-Anne Ouest
Bureau 200
Montréal (Québec) H2W 1B6

Téléphone : 514.396.3380
Télécopieur : 514.396.7140

Fédération étudiante collégiale du Québec
2003, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2L 3Z6

Téléphone : 514.396.3320
Télécopieur : 514.396.3329



Montréal, 26 juillet 2012

Monsieur Jacques Drouin

Directeur général des élections du Québec
Président de la Commission de la représentation électorale
Édifice René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec), G1X 3Y5

Monsieur Jean Charest

Chef du Parti Libéral
Édifice Honoré-Mercier, 3e étage
835, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec); G1A 1B4

Madame Pauline Marois

Chef du Parti Québécois
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
2e étage, Bureau 2.96
Québec (Québec), G1A 1A4

Monsieur François Legault

Chef de la Coalition Avenir Québec
4020, rue Saint-Ambroise
Bureau 499
Montréal (Québec). H4C 2C7

Madame Françoise David

Monsieur Amir Kadir

Co-chefs de Québec solidaire
7105, St-Hubert bureau 304
Montréal (Québec), H2S 2N1

Monsieur Jean-Martin Aussant

Chef d'Option Nationale
75, Place du 21-Mars
Bureau 203,
Nicolet (Québec), J3T 1E9

Objet : Implantation de bureaux de vote hors circonscription sur les campus collégiaux et universitaires

Mesdames, Messieurs,

La présente a pour objectif de soulever quelques craintes que nous avons quant aux modalités de vote offertes aux étudiants québécois et de vous proposer certaines adaptations ainsi que l'ajout de mesures qui pourraient être implantés avant la prochaine campagne électorale pour favoriser le vote jeune.

En effet, un avis¹ du Directeur général des élections du Québec (DGEQ), daté du 12 juillet 2012, nous informe d'un changement à l'article 3 de la *Loi électorale*. Selon cet avis, l'article 3 de la *Loi électorale*, paragraphe Domicile visé, qui spécifiait que :

« Un électeur qui quitte temporairement son domicile pour travailler ou étudier dans un autre secteur électoral peut être considéré comme domicilié soit dans la section de vote où se trouve son domicile, soit dans celle où il réside aux fins de son travail ou de ses études. »

n'est **plus en vigueur**. Il a été remplacé par d'autres dispositions portant sur d'autres questions.

Cependant l'article 1 *in fine* est toujours en vigueur :

« Le domicile d'une personne est le même que celui établi en vertu du Code civil du Québec. »

En bref, cette modification indique qu'un étudiant, qui ne considère pas sa résidence pour études comme son véritable domicile, ne pourra plus voter ou choisir de voter dans sa circonscription de résidence d'études.

Évidemment, vous n'êtes pas sans savoir que plusieurs étudiants se retrouvent dans une situation problématique lorsque son lieu de domicile est inscrit légalement chez ses parents et qu'il n'a pas le temps, le jour des élections, de se déplacer à cette adresse pour pouvoir exercer son droit de vote. C'est d'autant plus d'embuches pour le nouvel électeur, car la loi ne prévoit pas une période de pause dans la journée des établissements scolaires pour que les jeunes cégépiens et universitaires puissent aller voter, contrairement aux travailleurs où l'employeur est obligé d'accorder au moins 4 heures pour que ceux-ci puissent aller voter. L'étudiant qui doit donc aller

¹ Directeur général des élections du Québec, « Informations importantes relatives à l'exercice du droit de vote », 12 juillet 2012, en ligne: « <http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=4191> ». ».

travailler après ou avant ses cours se voit pris dans une situation où, la plupart du temps, il n'exercera pas son droit de vote.

Nous sommes d'avis qu'il est faux et rapide d'affirmer qu'il est plus facile de voter aujourd'hui qu'en 2008 pour un étudiant. En effet, les nouvelles mesures de novembre 2011 ne viennent pas nécessairement aider ces jeunes électeurs dans l'exercice de leurs droits démocratiques, puisqu'elles semblent peu adaptées à la réalité étudiante et qu'elles retirent la possibilité qu'avait un étudiant de voter simplement dans la circonscription où il réside pour le besoin de ses études. L'étudiant doit soit établir un nouveau domicile et faire son changement d'adresse au DGEQ ou bien il devra voter hors circonscription, car la *Loi électorale* ne lui permet plus de voter dans la circonscription où il réside pour ses études. Mais le vote hors circonscription, bien qu'il ne semble pas dépourvu de toute logique et peut s'effectuer en une seule étape, s'avère assez compliqué, car l'étudiant devra alors remplir plusieurs formalités très administratives dont une déclaration assermentée et il devra se déplacer, avant le jour du scrutin, non pas à un bureau de vote, mais au bureau du directeur de scrutin de la circonscription en question un autre jour que celui du jour des élections.

Nous pouvons évidemment que déplorer le fait que l'entente du 16 novembre 2011 soit venue retirer certains avantages que donnait la *Loi électorale* aux étudiants, alors que la nouvelle mesure aurait pu s'ajouter à celles existantes. Quelques mois après cette entente, nous apprenions que le DGEQ avait pour projet d'établir des bureaux de vote sur les campus des établissements collégiaux et universitaires du Québec, mais que cette initiative était bloquée par le refus du Parti libéral du Québec; une attitude que nous condamnons pour sa lâcheté politique et qui aurait grandement contribué à favoriser le vote des jeunes. Nous tenons tout de même à saluer le DGEQ pour son initiative et, malgré le revers imposé par le parti libéral, nous cherchons activement des solutions pour favoriser le vote étudiant.

C'est en ce sens que nous nous sommes également livrés à l'exercice de dresser le portrait global des possibilités qui s'offrent aux étudiants pouvant faciliter leur vote, pour finalement en arriver à la conclusion que certaines mesures, qui nous apparaissent complexes ou possiblement inefficaces, pourraient être ajustées afin d'atteindre plus facilement leur objectif. En effet, le vote hors circonscription pourrait présenter certains avantages si le processus permettant son utilisation était simplifié et plus accessible. Il faudrait ainsi retirer l'obligation qu'à celui qui désire s'en prévaloir d'expliquer les motifs qui l'empêchent de voter la journée des élections et remplacer la déclaration sous serment par l'utilisation de pièces d'identité avec photo.

Nos revendications

Bien que le nombre de jours où il est possible de voter hors circonscription soit un avantage, nous suggérons que des bureaux de vote hors circonscription soient aménagés dans les cégeps et universités afin de réduire le plus possible les obstacles supplémentaires auxquels pourront être confrontés les étudiants lors de l'exercice

de leur droit de vote. Il faut rappeler que de nombreux bureaux de vote dits itinérants sont déjà mis en place dans les résidences pour personnes âgées et les hôpitaux, notamment, sans que cela pose de défis insurmontables au Directeur général des élections du Québec.

Au surplus, nous croyons qu'il serait opportun de fermer les collèges et universités pendant au moins 4 heures afin de s'assurer que les étudiants aient le temps de voter la journée du vote.

Évidemment, dans le meilleur des mondes, de véritables bureaux de vote, et non seulement des bureaux de votes hors circonscriptions comme nous le demandons aujourd'hui, seraient mis en place dans chacune des institutions scolaires. Puisque, comme nous l'a appris un article du journal *Le Devoir* au mois de juin, le Parti libéral du Québec a déjà refusé cette proposition du Directeur général des élections, nous vous proposons d'accepter ce nouveau compromis qui selon nous, ne verrait pas de problématiques à se réaliser, sinon des motifs politiques que nous jugeons inacceptables dans le cadre démocratique qui est le nôtre.

Sans ces changements, nous craignons que les nouvelles règles ne créent une classe à part de votants et qu'il s'avère malheureusement plus complexe pour un étudiant d'exercer son droit de vote que cela puisse l'être pour tout autre citoyen québécois.

En espérant le tout conforme et que vous puissiez agir ensemble rapidement, nous vous prions d'accepter nos plus sincères remerciements à l'avance.

Éliane Laberge

Présidente

Fédération étudiante collégiale du Québec

Yanick Grégoire

Vice-président exécutif

Fédération étudiante universitaire du Québec